	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
<a href="#">Communauté de Communes Ambert Livradois Forez</a>
SIRET/SIREN
<a href="#">20007076100016</a>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<a href="#">Ambert Livradois Forez</a> <a href="#">15 avenue du 11 Novembre</a> <a href="#">63 600 Ambert</a>  Tel : <a href="#">04 73 72 71 40</a> Email : <a href="mailto:accueil@ambertlivradoisforez.fr">accueil@ambertlivradoisforez.fr</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<a href="#">Elodie CHANTEGREL</a> <a href="#">Responsable du service habitat et urbanisme</a>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<a href="#">Marie-Hélène CHATROUX urbaniste, Bureau d'études Réalités</a>
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

<p>Bureau d'études Réalités 34 rue Georges Plasse 42 300 Roanne</p> <p>Tel : 04 77 67 83 06</p> <p>Mail : <a href="mailto:urbanisme@realites-be.fr">urbanisme@realites-be.fr</a></p>
<b>2. Identification du PLU</b>
<b>2.1</b> Type de document concerné (PLU, PLU(ii))
PLU
<b>2.2</b> Intitulé du document
PLU de la commune d'Ambert.
<b>2.3</b> Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
<p>Révision générale du PLU approuvée le 11 Mars 2021 par le Conseil Communautaire  <a href="https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.741859&amp;lat=45.54895500000001&amp;zoom=13&amp;mlon=3.741859&amp;mlat=45.548955">https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&amp;lon=3.741859&amp;lat=45.54895500000001&amp;zoom=13&amp;mlon=3.741859&amp;mlat=45.548955</a></p>
<b>2.4</b> Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune d'Ambert (63)
<b>2.5</b> Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>La présente procédure de modification simplifiée du PLU concerne différents points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle vise à rectifier deux erreurs matérielles :</li> </ul> <p>La première concerne l'identification des parcs et jardins. Le plan de zonage identifie 2 trames : parcs et jardins à protéger, trame issue des jardins identifiés par la ZPPAUP ; et les parcs et jardins à préserver qui ne sont pas identifiés par la ZPPAUP mais permettent de préserver la ceinture verte du centre-ville. Des erreurs de report ont été faites : certains jardins sont identifiés comme relevant de la ZPPAUP alors que ce n'est pas le cas, et inversement. L'objectif est de rectifier cette erreur matérielle.</p> <p>La seconde concerne le périmètre de protection SPR : les périmètres sont reportés à titre indicatifs sur le plan de zonage. Toutefois, le secteur de Richard de Bas n'a pas le bon périmètre de reporter sur le plan de zonage. L'objectif est de rectifier cette erreur matérielle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Elle vise également à adapter le PLU sur 4 points mineurs</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Reprise du règlement de la zone 1AU Mas Bas pour permettre la possibilité d'installation des activités de services ou s'effectue l'accueil d'une clientèle et des bureaux, à condition de ne pas dépasser une surface de plancher de 150 m². L'objectif est de permettre une certaine mixité de fonctions. La zone 1AU Mas Bas est donc transformée en zone 1AUB pour permettre cette modification.</li> <li>2. Reprise de l'OAP de la zone 1AU Mas Bas pour diminuer la part de logements individuels groupés à 20% minimum, tout en restant compatible avec le SCOT Livradois Forez et le PADD.</li> <li>3. Reprise du règlement de la zone UIb : il s'agit d'une zone destinée aux activités industrielles. Le secteur accueille un centre de formation pour adulte qui, avec le règlement actuel, ne peut évoluer. L'objectif est donc de reprendre le règlement pour autoriser les extensions et les annexes d'établissements de santé, d'enseignement et d'action sociale déjà existante.</li> <li>4. Suppression de 2 emplacements réservés : ER n°5 destiné à l'agrandissement de l'entrée de la rue du midi : cela concerne un secteur de moins de 90 m² déjà construit. La commune</li> </ol>

souhaite renoncer à cet emplacement réservé. L'ER 3 dédié à la création d'un espace de stationnement est supprimé car il est délimité sur un secteur de jardin identifié comme élément à protéger sur la ZPPAUP.

Ces adaptations nécessitent la reprise du plan de zonage, du règlement, des OAP et de la liste des emplacements réservés.

### 3. Contexte de la planification

#### 3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables

Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?

☒ Oui  
☐ Non

Si oui, nom du document et date d'approbation :

Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes adopté par le Conseil Régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le territoire est-il couvert par un SCoT ?

☒ Oui  
☐ Non

Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :

SCOT du Livradois-Forez, approuvé en 2019.

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Dore approuvé le 017 Mars 2014.  
Un Plan Climat Air Energie Territorial a été adopté pour la période 2022-2028 par Ambert Livradois Forez.  
Parc Naturel Régional Ambert Livradois Forez.

#### 3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☒ Oui  
☐ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Le PLU approuvé en 2021 a fait l'objet d'une évaluation environnementale réalisée par le bureau BIOINSIGHT. La MRAE a formulé une absence d'avis en date du 20 septembre 2020.

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Il s'agit de la première procédure d'évolution du PLU depuis son approbation en 2021. Les objets de la procédure ne remettent pas en cause l'évaluation environnementale récente réalisée.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Il s'agit d'une modification simplifiée au titre des articles L153-45 et L153-46 du Code de l'Urbanisme.
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
6 655 habitants en 2019.

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	6 056.41			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	526.55	8.7%	526.55	8.7%
zones 1 AU	6.91	0.11%	6.91	0.11%
zones 2 AU	4.73	0.07%	4.73	0.07%
zones A	2 865.51	47.3%	2 865.51	47.3%
zones N	2 652.71	43.8%	2 652.71	43.8%
Total	6056.41	100%	6056.41	100%

#### 4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

**Axe 1 : Renforcer le rayonnement d'Ambert**

*Afin d'accueillir les nouveaux habitants prévus sur le territoire (+0.12%/an), le PADD prévoit la production de 30 logements par an en moyenne (4.1.)*

**Axe 2 : Exploiter les atouts du territoire**

*Au moins 70% des nouvelles constructions devront être réalisées à l'intérieur des limites actuelle des tissus urbains. Les possibilités de développement en extension du tissu urbain pourront être étudiées. Ces dernières seront néanmoins limitées à 30% de la production totale de logements à réaliser en construction neuve. (5.1.)*

**Axe 3 : Organiser un développement urbain qualitatif au sein de l'enveloppe urbaine**

**La présente procédure soumise à examen au cas par cas n'a pas d'incidence sur la délimitation des zones U, AU, A et N et ne modifie pas les capacités d'accueil du PLU.**

### 4.3 Caractéristiques de la procédure

#### 4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La présente procédure a pour objectifs :

- **De modifier le plan de zonage :**

- Rectifier une erreur matérielle concernant le report des parcs et jardins à protéger, issu des jardins identifiés par la ZPPAUP. Certains parcs et jardins ont été repérés sur le plan de zonage comme jardins à protéger car identifiés par la ZPPAUP alors que ce n'est pas le cas, et inversement.
- Rectifier une erreur matérielle concernant le périmètre du Site Patrimonial Remarquable d Moulin de Richard de Bas reporté à titre indicatif sur le plan de zonage ; qui est aujourd'hui erroné : le secteur fait l'objet d'un périmètre de 500 m.
- Suppression des emplacements réservés n°3 et n°5 du PLU
- Création d'une sous zone 1AUb sur le secteur de Mas Bas (initialement classée en zone 1AU)

- **De modifier le règlement :**

- De la zone Ulb pour permettre, en lien avec des activités existantes, les établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale.
- De la zone 1AU pour créer une sous-zone 1AUb et permettre l'implantation d'activités de services et de bureau au sein de cette zone

- **De modifier l'OAP du Mas Bas :** pour inscrire clairement la possibilité d'implanter d'autres constructions que l'habitat et permettre la réalisation d'au moins 20% de logements groupés (contre 80% actuellement).

- **De modifier la liste des emplacements réservés :** Suppression de l'emplacement réservé n°5, situé au cœur de la ville d'Ambert, sur un espace déjà construit.

#### 4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires


<p>aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et les superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- de créer de nouvelles protections environnementales</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>

<p>- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les protections et leurs superficies</p>
<p>Pas de suppression, mais un changement de catégorie au sein de la protection, pour corriger une erreur matérielle : passage de « parcs et jardins à protéger (ZPPAUP) » à « parcs et jardins à préserver », et inversement.</p>
<p><b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b></p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p><b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b></p>
<p>- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet</p>
<p>- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p><b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b></p>
<p>- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b>, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p>- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité</p>
<p>Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.</p>
<p><b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>

**Si oui, préciser les effets**

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure****5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :**

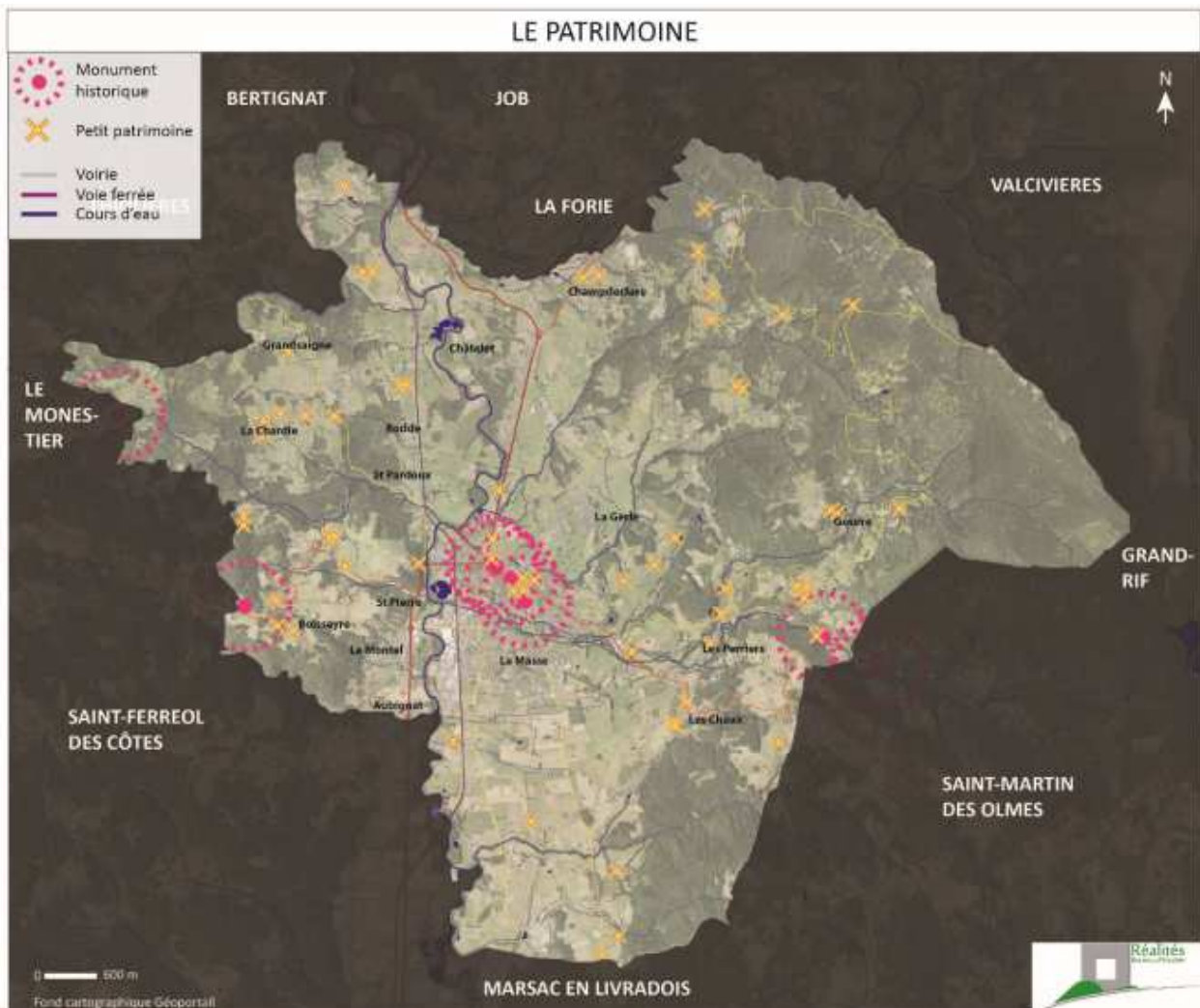
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est soumise aux dispositions de la loi Montagne sur l'entièreté de son territoire. La modification simplifiée n'a pas d'impact sur cette dernière.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Deux zones Natura 2000 concernent le territoire d'Ambert :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZSC Dore et affluents (FR8301091).</li> <li>- ZCS Monts du Forez (FR8301030).</li> </ul>  <p>La présente procédure de modification simplifiée du PLU d'Ambert n'a pas d'impact sur les périmètres Natura 2000, elle ne vise en effet qu'à rectifier des erreurs matérielles et à adapter le règlement de certaines zones pour prendre en compte et permettre le développement d'activités existantes.</p>
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



## Annexe II

Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune d'Ambert est soumise au risque inondation, un PPRNP a été prescrit et est en cours d'élaboration. La zone inondable figure sur le plan de zonage.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Trois ICPE soumises à déclaration ou autorisation sont présentes sur le territoire communal, elles ne sont pas concernées par un périmètre particulier.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site patrimonial remarquable de la ville d'Ambert est concerné par la présente procédure : l'objectif est de réintégrer les secteurs à protéger identifiés par la ZPPAUP sur le plan de zonage, pour une meilleure compréhension des règles applicable par la population : correction d'erreurs matérielles.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il y a plusieurs monuments historiques sur le territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tribunal d'instance</li> <li>- L'Hôtel de Ville</li> <li>- Maison du XVème siècle Place des Minimes</li> <li>- Moulin à papier de Richard de Bas</li> <li>- Dolmen dit la Pierre Couverte</li> <li>- Eglise Saint-Jean</li> </ul>

Le Moulin à Papier de Richard de Bas est concerné par la procédure car il s'agit de rectifier son périmètre de protection.

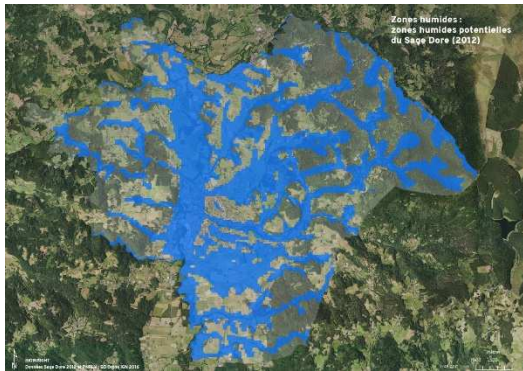

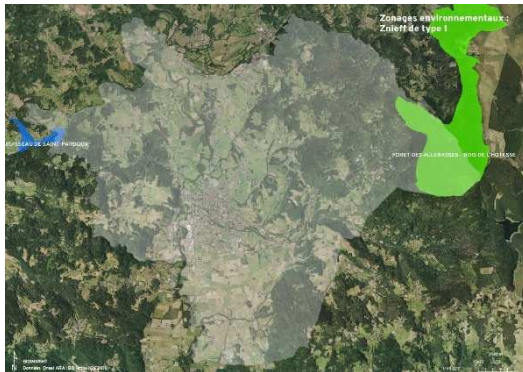


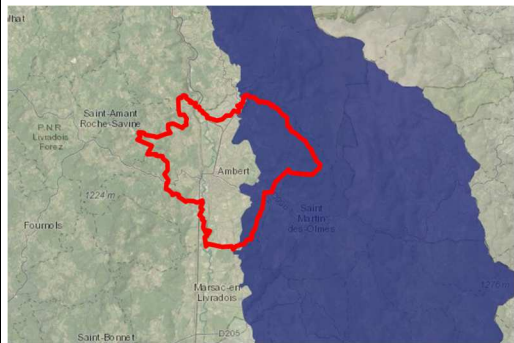
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement



Le PLU identifie une trame humide composée de cours d'eau, de prairies humides, de mares et de retenues. Cette trame a été réalisée à partir de plusieurs études (voir ci-dessous) et de repérage terrains réalisés dans le cadre de la révision générale du PLU. Le SAGE de la Dore a défini des enveloppes de zones humides potentielles :

## Annexe II


			 <p>La DDT 63 a réalisé un inventaire des zones humides :</p> 
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le PLU identifie en revanche des continuités écologiques à protéger au titre des articles L.113-29 et R151-43.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune est concernée par trois ZNIEFF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF de type 1 : « Forêt de Allebasses – Bois de l'hotesse » (830005555)</li> <li>- ZNIEFF de type 1 : « Ruisseau de Saint-Pardoux » (830020095)</li> </ul>  <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF de type 2 : « Haut Forez » (830007454)</li> </ul>

			 <p>La présente procédure n'aura pas d'impacts sur ces périmètres. Aucun des secteurs concernés ne se trouvent dans un périmètre de ZNIEFF de type 1 et de type 2. Seul le Moulin de Richard de Bas se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2, cependant l'objet de la procédure est de rectifier son périmètre de protection au titre des abords de monument historiques.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est soumise aux dispositions de la loi Montagne sur l'entièreté de son territoire.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.



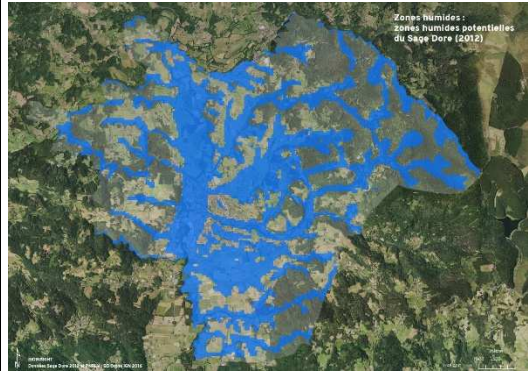

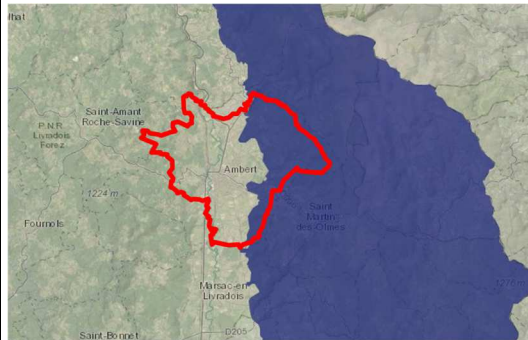
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune d'Ambert est soumise au risque inondation, un PPRNP a été prescrit et est en cours d'élaboration.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Trois ICPE soumises à déclaration ou autorisation sont présentes sur le territoire communal, elles ne sont pas concernées par un périmètre particulier.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

**5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :**

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Deux zones Natura 2000 concernent le territoire d'Ambert :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZSC Dore et affluents (FR8301091).</li> <li>- ZCS Monts du Forez (FR8301030).</li> </ul> 

## Annexe II

			La présente procédure de modification simplifiée n°4 du PLU d'Ambert n'aura pas d'impact sur les périmètres Natura 2000, elle ne vise en effet qu'à rectifier des erreurs matérielles et à adapter le règlement de certaines zones pour prendre en compte et permettre le développement d'activités existantes.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site patrimonial remarquable de la ville d'Ambert est concerné par la présente procédure car les parcs et jardins à protéger situés à l'intérieur seront identifiés comme tels.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il y a plusieurs monuments historiques sur le territoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le tribunal d'instance</li> <li>- L'Hôtel de Ville</li> <li>- Maison du XVème siècle Place des Minimes</li> <li>- Moulin à papier de Richard de Bas</li> <li>- Dolmen dit la Pierre Couverte</li> <li>- Eglise Saint-Jean</li> </ul> Le Moulin à Papier de Richard de Bas est concerné par la procédure car il s'agit de rectifier son périmètre de protection.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie une sous-trame humide composée de cours d'eau, de prairies humides, de mares et de retenues. Cette sous-trame a été réalisée à partir de plusieurs études (voir ci-dessous) et de repérage terrains réalisés dans le cadre de la révision générale du PLU. Le SAGE de la Dore a défini des enveloppes de zones humides potentielles :

			 <p>La DDT 63 a réalisé un inventaire des zones humides :</p>  <p>Les objets mêmes de la présente procédure ne viennent pas remettre en cause les secteurs humides, ils concernant des zones urbaines et des ajustements de règlement ne remettant pas en cause la prise en compte de ces espaces tel que le PLU l'a approuvé.</p>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le PLU identifie en revanche des continuités écologiques à protéger au titre des articles L.113-29 et R151-43.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le Moulin de Richard de Bas est concerné par la ZNIEFF de type 2.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ZNIEFF de type 2 : « Haut Forez » (830007454)</li> </ul>  <p>La présente procédure n'aura pas d'impacts sur ces périmètres. Aucun des secteurs concernés ne se trouvent dans</p>

			un périmètre de ZNIEFF de type 1 et de type 2. Seul le Moulin de Richard de Bas se situe dans le périmètre de la ZNIEFF de type 2, cependant l'objet de la procédure est de rectifier son périmètre de protection au titre des abords de monument historiques.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Au titre de l'article L.151-19, le PLU identifie des parcs et jardins à protéger (ZPPAUP), des parcs et jardins à préserver, des arbres remarquables à protéger et des éléments du petit patrimoine à préserver. Ces objets sont concernés par la procédure mais celle-ci ne remet pas en cause leur protection : les parcs et jardins seront juste repositionnés dans l'une ou l'autre des catégories selon leur appartenance ou non à la ZPPAUP. Les autres éléments ne seront pas modifiés.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			



Si oui, précisez :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>6. Auto-évaluation</b>
L'auto-évaluation doit <b>identifier</b> les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et <b>expliquer</b> pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.
<i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i>

<b>7. Autres procédures consultatives</b>
<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

<b>8. Annexes</b>		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	☒
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <b>rubrique 2.5</b> ).	☒

3	L'auto-évaluation ( <b>rubrique 6</b> )	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>

**8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant**

Veillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Ambert	le,	7 avril 2023
Nom	DAUPHIN	Prénom	François
Qualité	Vice-Président à l'urbanisme		
Signature			
			